**3e - HISTOIRE - (23)**  La IVe République, une démocratie politique et sociale (1946-1958).

**LA IVE RÉPUBLIQUE (1946-1958) EST HÉRITIÈRE DES MESURES DE DÉMOCRATIE POLITIQUE ET SOCIALE PRISES PAR LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (GPRF, 1944-1946). ELLE ASSURE LA MISE EN PLACE D’UNE RÉPUBLIQUE PLUS INCLUSIVE. CEPENDANT, SON INSTABILITÉ PARLEMENTAIRE LA FRAGILISE.**

Issue de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), la IVe République (1946-1958) incarne largement la refondation républicaine voulue par les résistants : comment la IVe République construit-elle une démocratie politique et sociale ?

**La IVe République prolonge et conduit une œuvre importante de réformation économique et sociale**. Le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) avait fixé les grandes lignes de la réformation politique, sociale et économique de la France à la Libération : droit de vote pour les femmes (Acté par l’ordonnance du 21 avril 1944 du Gouvernement Provisoire de la République Française, GPRF), sécurité sociale (Mise en œuvre en 1947 par référendum, garantie par le Préambule de la Constitution de la IVe République en 1946). La nationalisation des moyens de production est effective rapidement : les entreprises accusées de collaboration avec les Nazis passent immédiatement sous contrôle de l’État (Renault en 1944 qui devient en 1945 la Régie Nationale des Usines Renault). Le transport ferroviaire est regroupé sous l’égide de la Société Nationale des Chemins de Fer français (SNCF), créé par le « Front Populaire » (1936-1938) et réactivé en 1944. Le secteur du transport aérien (Air France) et de l’énergie (Électricité de France, EDF, et Gaz de France, GDF) sont contrôlés par l’État *etc*. La IVe République mène une audacieuse politique d’investissements : recherche nucléaire, construction de ponts, réparations des logements détruits (Près de 2 000 000 de logements détruits rien qu’en France). Les défis sont nombreux et la reconstruction matérielle et idéologique de la France s’opère dans un contexte tendu de « Guerre froide » (1947-1991) et de décolonisation.

**Mais la IVe République est minée par une instabilité parlementaire et gouvernementale chronique qui empêche les hommes politiques d’avoir véritablement prise** sur une fonction publique de plus en plus technicienne et de plus en plus autonome. Le scrutin de liste à la proportionnelle permet au Parlement de refléter la diversité des opinions politiques des Français mais elle rend toute majorité impossible. La valse des gouvernements donne tout pouvoir aux hauts-fonctionnaires, le cas est flagrant en Indochine (1946-1954) à Madagascar (1947) où la répression est cruelle, et en Algérie, une crise que la République ne sait pas gérer et qui la fait chuter (1958). Les premiers temps sont durs : la « Guerre froide » (1947-1991) conduit à l’entrée dans l’opposition du Parti Communiste Français (PCF), le 1er parti de France. Les Français vivent nombreux dans des bidonvilles, le rationnement dure jusqu’en 1947, et des grèves éclatent cette année là dans toute la France pour demander plus de justice sociale.

La IVe République s’effondre sous les coups de la crise algérienne de mai 1958 : si elle a conduit et prolongé d’importantes réformes sociales et économiques, le manque de renouvellement de son personnel politique et l’absence de projet d’avenir condamne un régime, par ailleurs empêtré dans les crises gouvernementales à répétition.

**ŒUVRES TÉMOIGNAGES**

**Nanterre**, banlieue populaire de Paris dans les années 1950’, gardera ses bidonvilles jusqu’en 1968.

**DATES REPÈRES**

**1944** Droit de vote octroyé aux femmes – **1945** 1ère élections où les femmes votent – **1946** Début de la IVe République – **1947** Grandes grèves ouvrières organisées par la Parti Communiste Français – **1954** Fin de la Guerre d’Indochine, débuts de la guerre d’Algérie – **1958** Fin de la IVe République.

**PERSONNALITÉS DE PREMIER PLAN**

**MENDÈS FRANCE** (Pierre) Président du Conseil, d’inspiration socialiste, il met fin à la guerre d’Indochine (1946-1954), tente de moderniser la pratique politique en donnant à son gouvernement un rôle plus dynamique face au Parlement – **THOREZ** (Maurice) *Leader* communiste, il incarne l’alignement du Parti Communiste Français sur l’URSS.  – **PINAY** (Antoine) Ministre des Finances, il lance un grand emprunt d’État qui témoigne de la confiance retrouvée des Français dans leurs institutions.